



Conseil de sécurité

Distr. générale
7 janvier 2019
Français
Original : anglais

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye

I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis en application de la résolution [2434 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, porte sur les faits nouveaux survenus en Libye dans les domaines politique et économique et sur le plan de la sécurité. On y trouvera un aperçu de la situation humanitaire et des droits de l'homme dans le pays ainsi qu'une description des activités menées par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) depuis la parution de mon précédent rapport, daté du 24 août 2018 ([S/2018/780](#)).

II. Faits nouveaux survenus dans les domaines politique et économique et sur le plan de la sécurité

2. Le 27 août, des affrontements ont éclaté à Tripoli entre des groupes armés locaux et des groupes armés venus des villes voisines de Tarhouna et de Misrata. Ces violences, qui ont duré près d'un mois, ont causé la destruction d'infrastructures critiques, la suspension des mouvements aériens civils et la mort d'au moins 120 civils, dont des femmes et des enfants. Les combats ont diminué après la conclusion d'un accord de cessez-le-feu intervenue le 4 septembre sous l'égide de la MANUL, suivi le 9 septembre d'un accord de consolidation. Le 6 septembre, le Conseil de sécurité a félicité la MANUL de ses efforts de médiation et appelé toutes les parties à appliquer le cessez-le-feu et à le faire respecter.

3. Depuis le 25 septembre, le cessez-le-feu a été largement respecté, et il a été renforcé par un nouveau plan de sécurité pour Tripoli, approuvé par le Conseil de la présidence du Gouvernement d'entente nationale. L'appui du Conseil a été accompagné de plusieurs autres mesures de confiance, notamment : a) la libération de quelques prisonniers ; b) le transfert de responsabilités sur les installations vitales des groupes armés aux services de sécurité de l'État ; c) un ensemble de réformes économiques. Les mesures de réforme économique annoncées par le Conseil visaient à atténuer la grave situation économique du peuple libyen et à réduire le poids des milices dans l'économie souterraine. Le 7 octobre, le Conseil de la présidence a procédé à un remaniement du Conseil des ministres et nommé de nouveaux ministres de l'intérieur, de l'économie, des finances et de la jeunesse et des sports.

4. Mon Représentant spécial a poursuivi le dialogue avec les parties prenantes libyennes, régionales et internationales à l'appui de la mise en œuvre du plan d'action des Nations Unies. Le 8 novembre, lors d'une réunion d'information au Conseil de



sécurité, il a annoncé le début des préparatifs en vue d'une conférence nationale et précisé le calendrier prévu, dans le but de créer une dynamique propice à la tenue d'élections crédibles et ouvertes à tous, et que la transition prolongée que connaît la Libye prenne fin.

Application de l'Accord politique libyen

5. Les membres de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État ont poursuivi leurs efforts en vue de parvenir à un accord sur les modifications restreintes à apporter à l'Accord politique libyen afin de réformer le pouvoir exécutif. Bien que les parlementaires aient annoncé dans une déclaration commune, le 31 octobre, qu'ils étaient parvenus à un accord sur le mécanisme de sélection du nouveau pouvoir exécutif, aucun consensus n'avait été atteint au sujet de l'application des principes annoncés dans la déclaration. Le 26 novembre, les députés ont adopté deux modifications de la Déclaration constitutionnelle de 2011, l'objectif étant d'adopter une nouvelle version de l'Accord dans la Déclaration constitutionnelle. On ne sait pas si ce vote s'est fait en conformité avec les règles de procédure ni s'il rendait compte du consensus nécessaire entre la Chambre des députés et le Haut Conseil d'État.

6. Le 9 novembre, le rapport final sur les consultations préalables à la Conférence nationale, tenues d'avril à juillet 2018, a été publié. On y trouve les conclusions des consultations publiques menées à l'échelle nationale, qui serviront de base à la conférence nationale qui sera organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies dans les premières semaines de 2019. La conférence sera l'occasion pour le peuple libyen de définir sa vision de l'avenir et de donner l'élan nécessaire aux institutions de l'Accord politique libyen pour qu'elles fassent avancer le processus politique.

Engagement régional et international

7. L'engagement régional et international en faveur de la Libye a continué de jouer un rôle essentiel à l'appui du processus politique. Dans l'ensemble, les parties prenantes internationales et régionales ont continué de soutenir le plan d'action des Nations Unies, qu'elles considèrent comme la stratégie qui permettra de régler la crise libyenne.

8. Le 17 octobre, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a tenu sa 802^e réunion sur la situation en Libye. L'Union africaine a exprimé son soutien aux efforts déployés par l'ONU pour régler le conflit. Elle a souligné la nécessité de la réconciliation et proposé d'agir de concert avec l'Organisation à cet égard.

9. Mon Représentant spécial a assisté à la réunion internationale sur la Libye organisée par le Gouvernement italien les 12 et 13 novembre à Palerme. Les participants ont exprimé leur appui à la mise en œuvre des derniers points du plan d'action des Nations Unies présenté par mon Représentant spécial et se sont engagés à fournir une assistance à la formation des forces de sécurité professionnelles libyennes et à soutenir le programme de réforme économique.

Situation dans l'ouest du pays

10. Au cours de la période considérée, la situation dans l'ouest du pays a été instable en raison des affrontements qui ont opposé des groupes armés pendant près d'un mois à Tripoli. Les principaux groupes impliqués dans les combats contre les groupes armés de Tripoli (Brigade des révolutionnaires de Tripoli et Commandement central/Brigade Abou Salim) étaient la Septième brigade, dite groupe des Kaniyat, un groupe armé originaire de Tarhouna, allié à des éléments armés venus notamment de Misrata et formant le Front al Samoud. Le 27 août, les affrontements ont dégénéré en

combats de grande ampleur à l'arme lourde dans plusieurs quartiers de la capitale, principalement dans le sud de la ville, où habitent de nombreux civils. Plusieurs positions importantes tenues par la Brigade des révolutionnaires de Tripoli, affiliée au Gouvernement d'entente nationale, ont été conquises par les Kaniyat pendant les premiers jours des combats, puis reprises par la Brigade à la mi-septembre. Plus de 700 détenus se sont évadés des prisons situées dans les zones de conflit. Des milliers de familles de la capitale ont dû fuir et chercher refuge ailleurs. L'aéroport international de Mitiga, seul aéroport opérationnel de la capitale, a été pris pour cible et est resté fermé pendant plusieurs semaines.

11. Le 4 septembre, la MANUL a invité les parties concernées à une réunion dans la ville de Zaouïa, dans l'ouest du pays et négocié un cessez-le-feu, moyennant quoi les affrontements armés ont nettement diminué pendant une dizaine de jours. Les parties se sont engagées à protéger les civils, à rouvrir l'aéroport et à engager des discussions sur les mesures de sécurité appropriées à mettre en place dans la capitale. Dans le cadre d'un accord supplémentaire signé le 9 septembre, il a été convenu que le gouvernement et les forces de sécurité de l'État allaient commencer le transfert de contrôle des institutions souveraines et des infrastructures critiques, dont l'aéroport, des groupes armés à la police et à l'armée. À cette fin, un Comité sur les arrangements en matière de sécurité à Tripoli, composé de représentants du Gouvernement et de responsables de la sécurité, a été créé avec l'appui de la MANUL. Le 25 septembre, les combats ont cessé après qu'un accord bilatéral a été conclu entre les groupes armés de Tripoli et les Kaniyat, appelant à la cessation des hostilités, au retrait des Kaniyat et de leurs alliés de la capitale et à la réouverture de l'aéroport.

12. En dehors de la capitale, des attaques, des affrontements, des enlèvements et des assassinats ont continué d'être signalés. Le 25 septembre, dans la ville de Jafara, à 25 kilomètres au sud de Tripoli, des hommes armés non identifiés ont attaqué un poste de police local, tuant trois policiers et en enlevant un. Le 10 octobre, une balle perdue a touché un véhicule blindé de l'ONU qui faisait partie d'un convoi se rendant de Tripoli à l'aéroport international de Zouara. Aucune victime n'a été à déplorer. Après la fin des hostilités, des règlements de compte entre groupes armés à Tripoli ont fait trois morts et attisé les tensions dans certains secteurs de la capitale.

Situation dans l'est du pays

13. Au cours de la période considérée, la situation en matière de sécurité dans l'est du pays est demeurée globalement calme. Dans la ville de Derna, des affrontements sporadiques ont été signalés entre les forces affiliées à l'Armée nationale libyenne et les éléments restants de la Force de protection de Derna. L'Armée nationale libyenne a pris le contrôle de la plus grande partie de la ville. Le 17 octobre, des hommes armés non identifiés ont tenté, sans succès, d'assassiner le chef de la « province fédérale de Cyrénaïque » à Benghazi. Le 21 octobre, l'Armée nationale libyenne a envoyé des renforts et du matériel militaire à sa base de Koufra en préparation d'une offensive de grande envergure contre les groupes rebelles tchadiens au sud de la Libye.

14. Les groupes affiliés à l'Armée nationale libyenne auraient arrêté plusieurs haut responsables politiques et militaires soupçonnés d'être des opposants au général Haftar, dont l'ancien maire de Benghazi, Ahmed Areibi. Le 21 octobre, des jeunes ont organisé une manifestation à Benghazi, pour demander des nouvelles de ce dernier. Le 16 octobre, lors d'une autre manifestation dans cette ville, les manifestants ont réclamé la dissolution de la Chambre des députés, du Conseil de la présidence et du Haut Conseil d'État. Le « Gouvernement provisoire » parallèle, désormais disparu, a décidé de remplacer les maires de Benghazi, d'Al-Sahel et de Tazerbo par des comités directeurs, ce qui a suscité de nombreuses critiques. La situation dans la région du croissant pétrolier est restée stable pendant la période considérée.

Situation dans le sud du pays

15. La situation dans le sud a été marquée par la détérioration de la situation socioéconomique. Le conflit de septembre à Tripoli a causé la mise hors service de la principale centrale électrique alimentant le sud du pays, où l'électricité a été coupée pendant cinq jours. L'alimentation en électricité a été rétablie en partie, mais la précarité des services et le prix croissant des marchandises ont provoqué la colère des citoyens, d'où des mouvements de protestation, y compris des menaces de bloquer l'acheminement de l'eau et du pétrole vers le nord. Du fait des actes de vandalisme et de la négligence, près d'un tiers des pompes sur aquifère, qui fournissent 60 % du pays en eau douce, ont cessé de fonctionner. Il en est résulté une pression accrue sur les usines de dessalement du nord, vieillissantes et gourmandes en énergie, ce qui s'est traduit par un allongement des coupures de courant à l'échelle nationale.

16. Plusieurs atteintes à la sécurité ont eu lieu, notamment une augmentation générale des enlèvements contre rançon. Le 14 octobre, au sud d'Oum el-Araneb, des acteurs locaux du secteur de la sécurité ont essayé de libérer des otages, opération qui a fait une douzaine de morts. L'Armée nationale libyenne a profité de l'absence de forces de sécurité du Gouvernement d'entente nationale et de l'insécurité accrue pour étendre son influence dans le sud. Le 6 septembre, le général Haftar a nommé le commandant des Forces spéciales El-Saïqa de l'Armée nationale libyenne chef d'un centre d'opérations conjoint pour le sud. Le 17 octobre, l'Armée nationale libyenne a créé un nouveau Groupe des opérations du bassin de Mourzouq, qui remplace l'ancien centre d'opérations créé en 2017 par les principaux acteurs de la sécurité Tébou. L'Armée nationale libyenne a continué de procéder à des bombardements aériens sporadiques sur les groupes rebelles tchadiens opérant en territoire libyen.

L'État islamique d'Iraq et du Levant en Libye

17. L'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) est resté actif dans la vaste zone désertique au sud de son ancien bastion de Syrte, étendant son influence au sud vers la région de Sabha. L'organisation a aussi conservé de petites cellules opérant à partir des zones côtières du centre et de l'ouest de la Libye. Au milieu des combats qui ont opposé les groupes armés à Tripoli, l'EIIL a revendiqué l'attaque du 10 septembre contre le siège de la National Oil Corporation à Tripoli. Quatre assaillants, un employé de la National Oil Corporation et un agent de sécurité ont été tués, et au moins six personnes blessées. Il s'agissait de la deuxième attaque de l'EIIL dans la capitale en 2018, après celle du 2 mai contre la Haute Commission électorale nationale. Le 29 octobre, l'EIIL a également revendiqué une attaque contre le village de Foqaha, dans la région centrale de Joufra, qui a fait cinq morts et au cours de laquelle au moins huit civils ont été enlevés.

18. Les extrémistes islamistes, en particulier ceux qui sont liés à l'EIIL, ont continué de profiter de la fragmentation du pays, de la porosité des frontières terrestres et de la faiblesse persistante des institutions de l'État. L'organisation utilise les régions reculées du centre et du sud de Libye pour former et recruter des membres et préparer des attentats. Toutefois, les opérations antiterroristes menées par le Gouvernement d'entente nationale dans l'ouest et par l'Armée nationale libyenne dans l'est du pays ont intensifié la pression exercée sur les éléments extrémistes, limitant leur liberté de circulation dans les régions les plus peuplées. Le 8 octobre, l'Armée nationale libyenne a arrêté à Derna un ancien officier de l'armée égyptienne affilié à Al-Qaida au Maghreb islamique.

Situation économique

19. Après la signature de l'accord de cessez-le-feu le 9 septembre, le Conseil de la présidence a annoncé une série de réformes budgétaires et fiscales. Il s'agissait

notamment d'imposer des frais sur les transactions en devises, d'augmenter le montant annuel de devises étrangères autorisé de 500 à 1 000 dollars des États-Unis, et de réduire en partie les subventions aux combustibles. L'imposition de la surtaxe de 183 % sur les opérations en devises a entraîné une hausse de la valeur du dinar libyen par rapport au dollar des États-Unis, ce qui a contribué à une baisse des taux de change au marché noir. À la date du 6 novembre, le dollar des États-Unis s'échangeait contre 5,60 dinars libyens sur le marché parallèle (le taux de change officiel s'établissant à 1,38 dinar libyen), alors qu'il s'échangeait contre plus de 7 dinars au début du mois de septembre.

20. La production de pétrole libyenne a atteint 1,28 million de barils par jour à la fin septembre, soit son niveau le plus élevé depuis 2013. Selon la National Oil Corporation, les recettes pétrolières ont atteint plus de 13 milliards de dollars au cours de la première moitié de l'année et devraient encore augmenter de 80 % d'ici à la fin de l'année. Toutefois, dans le champ pétrolifère de Charara, le plus grand gisement de Libye, situé dans le sud-ouest du pays, la production a continué d'être perturbée par des troubles civils liés à l'insuffisance des services et par de violents affrontements entre milices armées. Début octobre, la National Oil Corporation a évacué certains de ses employés des installations pétrolières de Charara pour des raisons de sécurité, du fait de la proximité des affrontements, ce qui a entraîné une baisse de la production de pétrole à moins de 250 000 barils par jour, contre 300 000 en septembre.

21. En réponse au Premier Ministre Serraj, qui avait demandé au Conseil de sécurité, le 10 juillet, de soutenir le projet d'examen financier de la Banque centrale de Libye, internationalement reconnue, et de sa succursale située dans l'est du pays, la MANUL a rencontré, le 27 août et le 7 novembre, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur de la Banque centrale. Un accord a été conclu au sujet du cahier des charges de cet examen. Le 7 novembre, la MANUL a organisé la première réunion d'une série de séminaires prévus en collaboration avec un centre d'étude et d'analyse, l'Institut royal des affaires internationales, à laquelle ont participé des experts économiques libyens et des décideurs et des analystes internationaux, pour analyser les évolutions économiques et politiques et discuter de l'appui international aux réformes économiques.

III. Élaboration de la constitution

22. Le retard pris par la Chambre des députés dans l'adoption d'une loi sur le référendum a continué de gêner l'élaboration de la Constitution. Après la suspension de plusieurs séances en raison de l'absence de quorum, la Chambre des députés a, selon les rapports, adopté une loi le 13 septembre au cours d'une session extraordinaire. Le 26 novembre, la Chambre des députés a publié une loi sur le référendum qui prévoyait la division de la Libye en trois circonscriptions pour la tenue d'un référendum sur la proposition constitutionnelle. Pour être adoptée, la nouvelle Constitution doit être approuvée à la majorité relative dans chacune des trois circonscriptions, en plus d'être approuvée par les deux tiers du total des votants. Un amendement à la Déclaration constitutionnelle permettrait de dissoudre l'Assemblée constituante si le projet était rejeté et il n'y aurait pas de nouvelle version du projet, tel qu'initialement consacré dans la Déclaration constitutionnelle. La loi sur le référendum a été renvoyée à la Haute Commission électorale nationale le 29 novembre. Aucun consensus politique ne s'est dégagé quant à la validité de cette loi et des amendements connexes à la Déclaration constitutionnelle..

23. L'Assemblée constituante a continué de mener des activités d'information à l'appui du processus d'élaboration de la Constitution. La Mission a maintenu le

dialogue avec les parties prenantes, notamment avec le nouveau Président de l'Assemblée, au sujet de l'élaboration de la Constitution libyenne.

IV. Autres activités de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye

A. Appui électoral

24. La Haute Commission électorale nationale a poursuivi la remise en état des infrastructures endommagées par l'attentat terroriste meurtrier du 2 mai 2018. Grâce aux fonds de secours de 2 millions de dinars libyens (1,5 million de dollars des États-Unis) débloqués par le Gouvernement libyen et à l'appui fourni par la communauté internationale dans le cadre du projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) consistant à promouvoir des élections pour le peuple libyen, elle devait s'installer dans son nouveau siège d'ici à la fin du mois de décembre. Cette étape importante n'aurait pas pu être franchie sans l'aide de donateurs tels que l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suisse et l'Union européenne. L'ouverture d'un nouveau siège opérationnel était indispensable pour permettre la tenue d'élections à l'avenir. L'équipe d'assistance électorale intégrée dirigée par la MANUL, qui se compose d'agents du PNUD, a poursuivi ses activités d'appui à la préparation des scrutins à venir, conformément au Plan d'action des Nations Unies pour la Libye. Des consultations ont été engagées avec le Gouvernement et la Commission sur un projet de dispositif de sécurité électorale.

25. Grâce au projet conjoint d'assistance électorale de la MANUL et du PNUD, il a été possible de fournir un appui technique au Comité central des élections municipales, qui a organisé des élections municipales à Bani Walid et à Dirj le 15 septembre. Dans l'ensemble, ces deux scrutins se sont déroulés dans le calme, malgré quelques atteintes mineures à la sécurité. Les élections municipales, y compris celle qui s'est tenue à Zaouïa en mai, visent à renouveler plus de 100 conseils municipaux pour un mandat de quatre ans entre 2018 et 2020. Le 10 octobre, le Conseil de la présidence a publié une nouvelle réglementation relative aux élections municipales, en vertu de laquelle une seule liste de parti, élue à la majorité simple, remporterait tous les sièges du conseil.

26. Le financement du Comité central des élections municipales et de la Haute Commission électorale est resté insuffisant sur le plan national. Les fonds approuvés au budget en juillet pour la Commission, d'un montant de 66 millions de dinars libyens, et ceux approuvés pour le Comité n'avaient toujours pas été débloqués.

B. Droits de l'homme, justice transitionnelle et état de droit

27. Durant la période considérée, des groupes armés ont continué de commettre en toute impunité des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dans toute la Libye. Les civils sont restés les plus gravement touchés par l'intensification des combats et des violences. La MANUL a recensé 71 victimes civiles, dont 46 morts et 25 blessés. Parmi elles, huit garçons et une fille ont été tués, et un garçon et une fille blessés comme conséquence directe des hostilités. De surcroît, les combats ou des violations du droit international humanitaire ont indirectement provoqué la mort de trois garçons et d'une fille. Parmi les principales causes de décès figuraient les tirs d'armes à feu, les bombardements d'artillerie et les restes explosifs de guerre.

28. La plupart des pertes en vies humaines recensées en août et en septembre lors des combats à Tripoli sont imputables à l'utilisation inconsidérée d'armes à grande portée dans les zones résidentielles, au mépris de la sécurité des civils. Les combats ont également endommagé des infrastructures civiles, notamment des mosquées et des habitations privées, et provoqué le déplacement temporaire de centaines de familles. De nombreuses familles ont été prises au piège des combats ou sont restées chez elles pour empêcher le pillage de leur maison.

29. Plusieurs militants, professionnels de santé et responsables locaux de Derna sont restés tenus au secret des mois durant dans des installations contrôlées par l'Armée nationale libyenne, y compris la prison de Gernada à Beïda, et, selon certaines informations, ils n'ont pas été présentés aux autorités judiciaires. Les proches de détenus qui ont tenté de protester contre l'interdiction des visites familiales imposée par l'administration pénitentiaire ont été menacés de violences et d'arrestation. Les demandes de la MANUL de pouvoir se rendre dans des prisons tenues par l'Armée nationale libyenne sont restées sans réponse.

Privation de liberté, détention et torture illégales

30. Dans tout le pays, les cas de détention arbitraire et de torture sont restés monnaie courante. Quelque 6 400 personnes étaient détenues dans 26 prisons officielles du Ministère de la justice, dont 75 à 80 % à titre provisoire. Des milliers d'autres étaient enfermées dans des établissements théoriquement administrés par le Ministère de l'intérieur ou le Ministère de la défense, ou directement contrôlés par des groupes armés. Les détenus n'avaient guère pu contester la légalité de leur détention ni demander réparation pour les atteintes subies.

31. Concernant les lieux de détention, la MANUL a continué de recevoir des informations crédibles faisant état de détentions arbitraires prolongées, d'actes de torture et autres mauvais traitements, de disparitions forcées, de mauvaises conditions de détention, de négligences médicales ainsi que d'interdictions de visite de famille et d'avocat imposées par la direction des prisons et autres lieux de détention.

32. La MANUL a souligné qu'il fallait mettre un terme à la détention arbitraire et provisoire prolongée et qu'il importait de veiller à ce que toutes les prisons administrées par le Ministère de la justice soient contrôlées par des fonctionnaires de police judiciaire qualifiés. Des réunions ont eu lieu régulièrement avec des responsables du Ministère de la justice afin d'assurer le suivi de l'examen de la situation des détenus et de renforcer la surveillance que le Ministère exerce sur les prisons officielles. Le 6 novembre, la MANUL a effectué, avec l'appui du Ministre de la justice, une visite dans le quartier des hommes de la prison de Jdeïd, laquelle n'avait rouvert ses portes que fin septembre après avoir été fermée depuis 2011. Il a été établi que cet établissement, placé sous la surveillance du ministère public et de la police judiciaire, présentait des conditions de détention acceptables mais était dépourvu d'installations médicales adéquates. La construction d'un hôpital de 50 lits était néanmoins prévue dans cette prison appelée à devenir le principal centre pénitentiaire de Tripoli. Près de la moitié des détenus (193 sur 397) avaient été récemment transférés de la prison de Mitiga. Quelques prisonniers de moins de 18 ans avaient été placés avec d'autres jeunes détenus de moins de 23 ans et n'avaient aucun accès à l'éducation.

Examen de la situation judiciaire des détenus

33. Le 16 septembre, le Conseil de la présidence a publié les décrets n^{os} 1301 et 1304 relatifs à l'examen de la situation de chaque détenu. Le décret n^o 1301 a porté création d'un comité de trois personnes représentant respectivement le ministère public, le Conseil supérieur de la magistrature et le Ministère de la justice, et chargées

d'examiner la situation des détenus de la prison de Mitiga dans un délai de 10 jours. Le 17 septembre, ce décret a été modifié par le décret n° 1307 élargissant le comité à un représentant de la police judiciaire et à un représentant du Ministère de l'intérieur. Un délai supplémentaire de 15 jours a été accordé pour achever cet examen et établir un rapport destiné au Conseil de la présidence. Le décret n° 1304 du 16 septembre prévoit que toute personne détenue au-delà de la période prévue par la loi doit être libérée immédiatement, à moins qu'elle ne soit accusée de crimes en lien avec le terrorisme, d'homicide, de vol à main armée ou de trafic de drogue. Ce texte dispose également qu'il appartient au Ministère de la justice d'en appliquer les dispositions, en coordination avec le Ministère de l'intérieur.

34. Le 19 septembre, le Conseil supérieur de la magistrature a publié le décret n° 129 portant création d'un autre comité chargé d'examiner les cas de détention arbitraire à la prison de Mitiga. Conformément à ce décret, trois procureurs ont été chargés d'examiner la légalité de la détention des prisonniers de Mitiga et d'établir un rapport à ce sujet dans un délai de deux semaines. Le comité, créé par le Procureur général par intérim, exerce un mandat strictement judiciaire et se compose uniquement de magistrats.

35. Les comités ont commencé l'examen de la situation des détenus de la prison de Mitiga, qui seraient plus de 3 600. Selon le bureau des enquêtes du Bureau du Procureur général, les dossiers de 800 prisonniers auraient fait l'objet d'un examen, à l'issue duquel environ 300 ont été libérés et d'autres transférés. La MANUL encourage le Bureau du Procureur général à rendre régulièrement public l'état d'avancement de cette procédure.

Groupes en situation de vulnérabilité

Migrants et réfugiés

36. Les migrants et les réfugiés sont restés exposés à la privation de liberté et à la détention arbitraire dans des lieux de détention officiels ou non officiels, à la torture, y compris les violences sexuelles, à l'enlèvement contre rançon, à l'extorsion, au travail forcé et au meurtre. Le nombre de détenus a augmenté pendant la période considérée en raison de la multiplication des interceptions en mer et de la fermeture des voies maritimes, qui ont empêché les migrants de partir. Ces actes étaient le fait de hauts fonctionnaires, de groupes armés, de trafiquants ou de bandes criminelles. À ce jour, on estime que 5 300 réfugiés et migrants sont détenus en Libye, dont 3 700 ont besoin d'une protection internationale.

37. L'ONU a continué de recenser des cas présumés de recrutement forcé de garçons âgés de 13 à 15 ans par des groupes armés locaux. Les signalements d'enlèvement d'enfants, notamment en vue de leur recrutement et de leur exploitation par les parties au conflit, se sont multipliés à Derna. On sait en outre que des enfants comptent parmi les victimes des affrontements qui ont opposé le groupe Kaniyat, basé à Tarhouna, et les milices établies à Tripoli. L'ONU a également fait état d'attaques dirigées contre des écoles et des hôpitaux et contre du personnel médical.

38. Exigeant d'être transporté en Italie, un petit groupe parmi les 93 migrants africains et asiatiques secourus le 8 novembre dans les eaux internationales par un cargo panaméen et conduits à Khoms, puis à Misrata, a empêché le débarquement des autres migrants et pris les membres de l'équipage en otages. Les négociations auxquelles ont participé des représentants consulaires ayant échoué, les forces libyennes ont pris d'assaut le navire le 19 novembre. Les preneurs d'otages devraient être traduits en justice.

Femmes et filles

39. Des femmes et des filles étaient placées en détention arbitraire, parfois en raison de leur appartenance familiale ou bien parce qu'elles étaient considérées coupables « d'atteinte à la moralité » pour avoir, par exemple, eu des relations sexuelles hors mariage. Des femmes ont été arbitrairement privées de leur liberté et enfermées pour certaines dans des établissements où tous les gardiens étaient des hommes, les exposant de ce fait à un risque de subir des violences sexuelles. Une quarantaine de détenues de la prison de Mitiga a été transférée dans le quartier pour femmes de la prison de Jdeïd. Parmi les migrants, les femmes et les filles étaient particulièrement exposées au risque de viol et à d'autres formes de violence et d'exploitation sexuelles de la part de fonctionnaires et d'autres agents non étatiques.

40. L'ouverture d'une enquête a été annoncée sur le passage à tabac, le 23 septembre par des membres du Département d'enquête criminelle, d'une pensionnaire d'une « maison de soins » pour femmes et filles orphelines à Benghazi. Aucune information n'a été communiquée sur les résultats de cette enquête, ni sur les mesures prises pour protéger les pensionnaires des mauvais traitements et garantir le respect de leurs droits à la liberté de circulation.

Journalistes et militants

41. La MANUL a continué de recevoir des informations faisant état de menaces, d'actes d'intimidation et de harcèlement de journalistes, ainsi que de nouveaux éléments relatifs à d'anciennes affaires de disparition de journalistes libyens et étrangers. Si certains correspondants étrangers et journalistes libyens étaient parvenus à obtenir une accréditation en novembre, la procédure restait laborieuse, et son issue aléatoire. Qui plus est, les représentants de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme se heurtaient, en Libye, à de nombreux obstacles, notamment des restrictions à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association.

Justice transitionnelle et réconciliation nationale

42. Financé par le Fonds pour la consolidation de la paix, le projet commun de la MANUL et du PNUD sur la réconciliation nationale est entré dans sa dernière phase, à savoir l'élaboration d'une stratégie de réconciliation nationale qui devrait être présentée d'ici à la fin de l'année. Dans l'optique de la mise au point de cette stratégie, 20 experts juridiques se sont réunis à Tunis les 15 et 16 octobre en vue d'examiner l'état actuel de la législation et les mécanismes existants ainsi que les moyens de relancer un processus de justice transitionnelle au point mort depuis quelques années. Les débats ont également porté sur la nécessité de créer une commission d'établissement des faits, celle-ci jouant un rôle central dans le processus de justice transitionnelle. Les experts présents à la réunion sont convenus de la nécessité de modifier la législation actuelle. Les 8 et 9 octobre à Tunis, 25 représentants d'organisations de la société civile libyenne ont bénéficié d'une séance de formation et de renforcement des capacités visant à les doter de moyens concrets de règlement des conflits, de réconciliation et de justice transitionnelle. En outre, deux forums de la jeunesse destinés à améliorer la communication avec les autorités locales et à renforcer la participation citoyenne ont rassemblé environ 80 jeunes Libyens du 26 au 28 septembre, puis du 29 au 31 octobre.

43. Le 5 novembre, la MANUL a participé, au Ministère de la justice, à un débat d'experts sur le projet de règlement d'application de la loi de justice transitionnelle de 2013. Les participants se sont accordés sur la nécessité de réviser cette loi. Des préoccupations ont en effet été exprimées concernant la définition des infractions, l'omission de la violence sexuelle et sexiste et du recrutement d'enfants, l'ambiguïté

quant à la nature administrative ou quasi-judiciaire de la commission d'établissement des faits ainsi que le mode d'attribution des réparations aux victimes.

Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

44. Les organismes des Nations Unies ont continué de mettre en application, en Libye, la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes (A/67/775-S/2013/110, annexe). La MANUL et l'équipe de pays des Nations Unies ont continué de prêter leur concours aux forces de sécurité libyennes, le but étant de réduire le risque que des forces de sécurité non onusiennes bénéficiant de l'aide des Nations Unies commettent des violations graves du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme ou du droit des réfugiés.

45. Pendant la période considérée, l'évaluation des risques, réalisée aux fins du projet conjoint de la MANUL et du PNUD sur la police et la sécurité et assortie d'un plan d'action détaillé, a été achevée puis soumise à l'équipe spéciale chargée de l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. Cette équipe s'est réunie le 12 octobre et a approuvé l'évaluation des risques et les mesures d'atténuation définies pour le projet du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Organisation internationale pour les migrations avec le Service de la lutte contre l'immigration illégale. Ces organismes ont présenté leur premier rapport annuel sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mesures d'atténuation concernant leur coopération avec les garde-côtes libyens.

C. Secteur de la sécurité

Appui à la planification d'un dispositif de sécurité provisoire et à l'unification des forces de sécurité

46. Le 16 septembre, le Conseil de la présidence a publié le décret n° 1303 portant création du Comité sur les dispositifs de sécurité à Tripoli, chargé de planifier la mise en place de nouveaux dispositifs de sécurité, y compris le transfert du contrôle des infrastructures critiques des groupes armés aux forces de sécurité régulières, qui vise à rendre à l'État le monopole de la sécurité et à favoriser la constitution de forces unissant des éléments de la police et de l'armée en vue de sécuriser la capitale. En œuvrant activement dans le cadre du plan du Comité susmentionné concernant le dialogue avec les dirigeants influents de groupes armés, la MANUL a fourni son appui aux consultations approfondies sur la sécurité qui ont abouti à l'adoption, le 24 octobre, du décret n° 1437, par lequel le Conseil de la présidence a approuvé les plans relatifs aux nouveaux dispositifs de sécurité pour le Grand Tripoli et chargé le Centre d'opérations conjoint de coordonner ses activités avec les acteurs compétents du secteur de la sécurité pour renouveler l'engagement des parties en faveur de la consolidation de l'accord de cessez-le-feu et des réformes de sécurité arrêtées d'un commun accord pour la capitale libyenne. Le décret 1437 prévoyait en outre la création d'un comité chargé de « l'assurance de la qualité » composé des principaux signataires du cessez-le-feu.

47. Au cours de la période considérée, la MANUL a poursuivi sa collaboration avec les États Membres en organisant régulièrement des réunions du groupe de travail sur le secteur de la sécurité, auxquelles ont participé plus de 30 États et organisations internationales afin d'appuyer l'élaboration d'une stratégie cohérente de réforme du secteur de la sécurité en Libye. Ces réunions ont mis en lumière l'importance de fournir un appui politique continu à la mise en œuvre, sous l'égide de l'ONU, de l'accord de cessez-le-feu à Tripoli, et de mettre en place de nouveaux dispositifs de

sécurité, ainsi que l'avait souligné mon Représentant spécial dans son exposé au Conseil de sécurité le 5 septembre.

Gestion des armes et des munitions

48. Le Service de la lutte antimines a continué de fournir aux autorités nationales et locales libyennes, ainsi qu'à ses partenaires de la lutte antimines, des conseils et un appui techniques concernant l'entreposage sûr et sécurisé des armes et du matériel connexe. Il a entamé un projet visant à sécuriser une installation de stockage de missiles près de Ghariyan, en prévision de l'élimination de propergol liquide hautement toxique sur le site. Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour mener à bien la deuxième phase du projet, à savoir l'élimination du produit, qui pose un risque pour la sûreté et la sécurité des civils. En août et septembre, le Service de la lutte antimines a continué de fournir une assistance technique au groupe de gardes des Nations Unies en assurant le stockage approprié des munitions, renforçant ainsi la sécurité du personnel de la MANUL et de la population locale.

D. Autonomisation des femmes

49. Le 24 octobre, le groupe de l'appui aux femmes et de l'autonomisation des femmes, rattaché au Conseil de la présidence, a commencé ses travaux conformément à l'article 11 de l'Accord politique libyen. Certains problèmes ont été portés à l'attention de la MANUL, notamment l'insuffisance du budget et des ressources du groupe, l'absence de locaux, les difficultés rencontrées en matière d'accréditation et le flou qui caractérise sa position hiérarchique alors qu'il relève directement, selon l'article 11, du Conseil de la présidence. La Mission s'efforcera de garantir que le Gouvernement d'entente nationale et la communauté internationale permettent au groupe de s'acquitter de ses fonctions en lui fournissant un appui approprié, des services de développement des capacités et un financement suffisant.

50. Le Fonds des Nations Unies pour la population a continué d'œuvrer à la protection et à l'autonomisation des femmes et des filles en leur fournissant un soutien psychosocial et en organisant des formations aux moyens de subsistance dans quatre centres communautaires pour femmes situés à Tripoli, Benghazi et Sabha.

E. Les jeunes, la paix et la sécurité

51. Au cours de la période considérée, le Fonds des Nations Unies pour la population a lancé, en partenariat avec le Ministère de la planification et le Ministère de la jeunesse et des sports, l'analyse de la situation des jeunes en Libye et l'évaluation des mesures prises pour remédier aux difficultés qu'ils rencontrent. Il analysera l'efficacité de l'action menée pour répondre aux besoins des jeunes, recensera les politiques existantes et présentera des recommandations pour améliorer les politiques et activités liées à la jeunesse.

F. Coordination et aide internationale

52. Le budget et la matrice de résultats concernant le cadre stratégique de l'ONU pour la période 2019-2020 ont été établis sous leur forme définitive. Le cadre stratégique a été présenté aux donateurs en novembre 2018 et la cérémonie de signature, à laquelle a participé le Gouvernement d'entente nationale, a eu lieu en décembre 2018.

G. Aide humanitaire et aide à la stabilisation et au développement

53. La situation humanitaire en Libye est demeurée précaire. Les intervenants humanitaires ont continué de se heurter à des restrictions d'accès dans certaines régions du pays, en particulier dans le sud.

54. Le sous-financement du Plan d'aide humanitaire pour la Libye de 2018 a continué d'entraver la fourniture de l'aide humanitaire. Seulement 24 % des fonds nécessaires (313 millions de dollars au total) ont été versés. En 2019, les organismes humanitaires se donnent pour objectif de venir en aide à 552 000 des 822 890 personnes en ayant besoin, et demandent que 202 millions de dollars soient affectés au Plan d'aide humanitaire pour la Libye. Le nombre de destinataires de l'aide a été réduit de 25 % par rapport à 2018, la méthode de collecte des données et de suivi appliquée étant plus précise. Des équipes de pays pour l'action humanitaire étaient en cours de constitution dans les districts de Sabha et de Benghazi, une présence opérationnelle étant notamment prévue dans cette ville d'ici à la fin de 2018.

55. Durant la période considérée, on a dénombré plus de 669 000 migrants sur le territoire libyen, dont des femmes (12 % des migrants recensés) et des enfants (9 %). Au total 35 % des migrants étaient non accompagnés et 65 % accompagnés. Entre le 25 août et le 7 novembre, 2 406 migrants en provenance de la Libye sont arrivés en Italie. On a déploré 137 décès et les garde-côtes libyens ont renvoyé 1 339 migrants vers les côtes libyennes. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations ont fourni une aide médicale et humanitaire aux migrants aux points de débarquement. L'Organisation internationale pour les migrations a aidé 3 012 migrants de 32 nationalités différentes à retourner dans leur pays d'origine grâce au programme de retour humanitaire volontaire. En 2018, le Haut-Commissariat pour les réfugiés a évacué 2 476 réfugiés de Libye, dont 618 durant la période considérée. De même, pendant la période considérée, il a enregistré 2 600 réfugiés qui se trouvaient dans des centres de détention.

56. Sur les 57 486 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés auprès du Haut-Commissariat aux réfugiés en Libye, 1 623 l'ont été durant la période considérée. Plus de 5 300 migrants et réfugiés (dont 3 700 réfugiés) étaient détenus dans des installations de l'État, chiffre qui ne tient pas compte de ceux qui se trouvaient dans les centres de détention tenus par des groupes armés. Lors des 200 missions de contrôle qu'il a effectuées dans les centres de détention durant la période considérée, le Haut-Commissariat aux réfugiés a assuré des consultations médicales et fourni une aide matérielle à 1 460 migrants et demandeurs d'asile détenus. Par ailleurs, l'Organisation internationale pour les migrations a assuré 2 444 consultations médicales au bénéfice des migrants détenus.

57. À la suite des violences survenues à Tripoli en septembre, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a intensifié son action d'urgence multisectorielle en donnant à 2 053 enfants, dont certains déplacés originaires de Taouargha, accès à des activités de loisir et à des services psychosociaux. En coopération avec des partenaires, il a fait remettre en état les centres de détention de Tariq el-Sikka et de Aïn Zara ainsi que les camps de Sidi el-Sach et de Sarraj afin d'améliorer la qualité des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement et l'accès à ces services, ce dont ont bénéficié 2 895 enfants, femmes et hommes vulnérables (1 495 filles et femmes et 1 400 garçons et hommes). Pour garantir une couverture vaccinale et mieux coordonner les activités visant à protéger les enfants contre les maladies évitables, l'UNICEF a signé, le 25 octobre, un accord avec le Centre national de lutte contre les maladies en vue d'encourager la population à participer à la campagne nationale de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite et de

supplémentation en vitamine A qui a bénéficié à 2,75 millions d'enfants dans tout le pays du 8 au 15 décembre.

58. Afin de renforcer le système de veille sanitaire et de signalement d'épidémies, l'Organisation mondiale de la Santé a formé 120 agents chargés de la veille sanitaire, prestataires de soins de santé et secouristes rattachés à des organisations non gouvernementales ou au Ministère de la santé, à la préparation aux épidémies de choléra et aux mesures d'intervention en cas d'épidémie. Elle a fourni des trousseaux de premiers secours et des kits sanitaires d'urgence interinstitutions à six hôpitaux de Tripoli, renforçant leur capacité de réaction et d'intervention jusqu'à pouvoir prendre en charge 540 000 patients. Le Fonds des Nations Unies pour la population a permis à plus de 1 300 femmes d'accoucher sans risques et fourni des trousseaux de santé procréative à cinq centres médicaux, garantissant pendant trois mois l'accès d'environ 180 000 personnes à des services de santé procréative. Il a également mis en place un numéro d'urgence destiné aux victimes d'actes de violence fondée sur le genre et envoyé trois équipes mobiles dans le sud du pays, à Ghat, à Aouéinat et à Joufra, pour faciliter la fourniture de soins obstétricaux d'urgence et de services de santé sexuelle et procréative pouvant sauver des vies humaines.

59. Le Programme alimentaire mondial est venu en aide à 84 674 personnes vulnérables, dont 51 % de femmes. Il a mis en place les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies en Libye, améliorant l'accès humanitaire dans certaines régions du pays.

60. Le Service de la lutte antimines a continué de coordonner les activités de lutte antimines à caractère humanitaire que l'ONU mène en vue de mettre fin aux risques posés par les explosifs en Libye en permettant aux partenaires de la lutte antimines, aux donateurs et au Centre libyen de lutte antimines de discuter de la planification et d'échanger des informations dans ce domaine. Comme suite à une mission d'évaluation conjointe qu'il a effectuée avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Programme alimentaire mondial en juillet 2018 à Benghazi, le Service de la lutte antimines a entamé les préparatifs d'un levé de champs de mines et d'opérations de déminage d'urgence dans plusieurs secteurs pollués par des mines situés près du centre-ville afin de faciliter le retour en toute sécurité des personnes déplacées et de permettre de mettre en œuvre les premières mesures de stabilisation.

61. Le 26 octobre, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains ont présenté les principales conclusions du projet Rapid City Profiling and Monitoring System (système de profilage et de surveillance urbains rapides) qu'ils ont mené conjointement, en partenariat étroit avec six municipalités touchées par le conflit en Libye (Koufra, Benghazi, Jazour, Sabha, Syrte et Oubari), l'Agence nationale d'urbanisme et le Bureau des statistiques et du recensement. Ce projet a permis d'évaluer les besoins de la population dans plusieurs domaines afin que les municipalités prennent des décisions éclairées concernant la stabilisation et le développement. La dernière évaluation multisectorielle en date réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui réunit des données couvrant la période allant du 23 juillet au 5 septembre 2018, a permis de constater que 22 % de la population active libyenne travaillait dans le secteur agricole. Sur le plan national, depuis 2014, 7,4 % des ménages ont renoncé à la production agricole.

62. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a continué de fournir une assistance technique afin que les responsables libyens apprennent à mieux connaître les bonnes pratiques et les aspects pertinents de la politique de justice pénale adoptée par d'autres pays en matière de lutte antiterroriste, de manière à ce qu'ils sachent comment traiter les preuves substantielles et coopèrent efficacement avec la communauté internationale. Dans le cadre de cette initiative, une formation

consacrée à la protection des lieux sur lesquels un acte terroriste a été commis et aux enquêtes consécutives aux explosions a été organisée du 8 au 12 octobre à l'Istituto Superiore di Tecniche Investigative dell'Arma dei Carabinieri à Velletri (Italie). De plus, du 15 au 19 octobre, une visite d'étude sur l'importance des preuves substantielles et de la coopération internationale dans le cadre des enquêtes relatives à la lutte antiterroriste a eu lieu en France. Les participants se sont rendus dans les laboratoires de criminalistique de la Gendarmerie nationale, de la Police nationale et du Secrétariat général de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

63. Le Fonds de stabilisation pour la Libye a permis de continuer d'apporter un soutien stratégique en vue d'aboutir à des résultats dans toutes les régions du pays. Le Gouvernement d'entente nationale a ainsi pu faire parvenir de l'aide à des citoyens partout dans le pays grâce à des interventions rapides menées au niveau des municipalités. Le Gouvernement libyen a versé une contribution d'un montant de 5 millions de dollars au Fonds. Au mois de septembre, le Fonds avait lancé plus de 285 projets à Bani Walid, à Benghazi, à Kikla, à Sabha, à Syrte et à Oubari. Dans ces secteurs, le Programme des Nations Unies pour le développement continue de collaborer avec des partenaires publics afin de rétablir les réseaux électriques ainsi que les réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; de remettre en état les écoles primaires et secondaires, les universités et les hôpitaux et autres centres de soins ; de donner aux municipalités les moyens de faire enlever les ordures ménagères des rues laissées à l'abandon ; de fournir aux services de santé le matériel essentiel, y compris des ambulances ; d'aider les municipalités à répondre à d'autres besoins concernant la protection civile, la santé publique et l'accès à la justice. De juin à septembre, des coordonnateurs ont continué de renforcer les capacités techniques des municipalités locales pour faire en sorte que la planification et la coordination des investissements profitent à tous et suivre de près les activités de stabilisation. Au cours de la phase suivante, qui devait commencer en janvier 2019, le Fonds permettra de renforcer et de consolider des contributions essentielles au niveau des municipalités.

V. Déploiement de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et dispositions en matière de sécurité

Environnement opérationnel et retour en Libye

64. Durant la période à l'examen, la MANUL a continué de fonctionner en appliquant le principe d'affectation provisoire par roulement. Jusqu'en juillet 2018, le nombre de membres du personnel des Nations Unies recrutés sur le plan international présents dans le pays était élevé (entre 140 et 200). Néanmoins, la présence de l'ONU a été considérablement réduite à la suite des affrontements qui ont éclaté fin août à Tripoli entre les milices avant de retrouver, à partir de début novembre, le niveau d'avant ces violences.

65. La coopération que mon Représentant spécial et une petite équipe sur le terrain ont établie avec les parties a été soutenue et décisive au moment de négocier la cessation des hostilités, qui a permis un retour au calme dans la capitale. Pourtant l'environnement opérationnel est demeuré moins propice à un renforcement de l'action de la Mission.

66. Compte tenu de la détérioration des conditions de sécurité et des informations faisant état de menaces directes contre le personnel et les opérations des Nations Unies, la Mission a continué de renforcer l'infrastructure de sécurité sur son site de Tripoli, multiplié les exercices de coordination entre la composante Sécurité civile et

le groupe de gardes des Nations Unies et restreint l'accès au complexe. Ces améliorations ont été nécessaires afin de faire face à la détérioration rapide de la situation et permettre à la Mission de mieux organiser le retour de son personnel à Tripoli à compter de 2019.

67. À la date de l'établissement du présent rapport, la MANUL avait réaffecté en Libye l'ensemble de son personnel dont le retour sur place était prévu en 2019. Une vingtaine de membres du personnel de la Mission, exerçant principalement des fonctions d'appui, sont restés en poste à Tunis.

Sûreté et sécurité du personnel et des opérations

68. Le niveau de risque pour le personnel et les activités des Nations Unies en Libye a augmenté à la suite des violences qui ont éclaté à Tripoli fin août. Le risque d'affrontements majeurs a pu être écarté, notamment grâce à l'action de mon Représentant spécial, mais la menace terroriste s'est aggravée. De nouvelles mesures de précaution (y compris le réexamen des fonctions indispensables et les réductions consécutives de personnel dans le pays, la suspension des activités non essentielles en dehors du complexe de la MANUL et la suspension des missions extérieures en Libye) ont été appliquées sans délai afin de limiter ces risques. À titre temporaire, les membres de l'équipe de pays des Nations Unies se sont installés dans le complexe de la Mission en attendant l'application de nouvelles mesures de sécurité sur leur lieu de travail et d'hébergement.

VI. Observations

69. Je me félicite qu'à la réunion tenue à Palerme, la communauté internationale se soit montrée unie et ait exprimé son soutien à la mise en œuvre du Plan d'action des Nations Unies pour la Libye, par l'organisation d'une conférence nationale début 2019 puis d'élections présidentielle et législatives. Je suis également reconnaissant des engagements pris pour apporter un soutien concret afin de créer des conditions plus propices à la tenue d'élections notamment en appuyant la réforme économique en cours et les mesures de sécurité dans la capitale.

70. Le Gouvernement d'entente nationale a pris des mesures positives pour rétablir l'état de droit à Tripoli avec l'aide de l'ONU. J'estime encourageante l'adoption du plan de sécurité pour le Grand Tripoli qui confère au Centre d'opérations conjoint des fonctions essentielles de coordination et d'exécution. Je remercie les États Membres des contributions qu'ils ont apportées au Centre et de l'assistance qu'ils se sont engagés à lui fournir ainsi que de leur volonté de renforcer les capacités des acteurs chargés de garantir la sécurité en Libye en leur proposant une formation, du matériel et d'autres moyens.

71. Il faut absolument que les engagements pris concernant le cessez-le-feu et des nouvelles mesures de sécurité soient honorés afin que le calme persiste et ainsi prévenir une nouvelle escalade de la violence dans la capitale. Les mesures prises pour rétablir la sécurité dans la capitale doivent être renforcées par une stratégie globale en matière de sécurité qui doit aborder la question de la reconstitution et de l'unification de l'armée et de la reconfiguration des forces de sécurité libyennes dans tout le pays. Les violences survenues à Tripoli ont montré que l'État devait redevenir sans tarder le détenteur du monopole de l'emploi de la force et qu'il fallait édifier d'urgence des institutions de sécurité professionnelles, responsables et unifiées partout dans le pays. Ce conflit a également mis en évidence la nécessité d'établir des liens entre la réforme du secteur de la sécurité et les réformes politique et économique.

72. J'accueille avec satisfaction les mesures prises par le Conseil de la présidence en vue d'engager des réformes économiques qui soient dans l'intérêt du peuple libyen et qui permettront de réduire l'accès à l'économie souterraine pour les milices. J'encourage le Gouvernement d'entente nationale à faire fond sur ces réformes avec l'appui de partenaires internationaux, selon les besoins. La MANUL continuera d'aider le Gouvernement d'entente nationale à consolider les mesures économiques, y compris pour ce qui est de la réforme et des choix politiques.

73. Je me félicite des progrès accomplis par la MANUL concernant le projet d'examen de la Banque centrale de Libye, internationalement reconnue, et de la banque parallèle située dans l'est du pays. Les efforts faits afin que les institutions économiques et financières libyennes deviennent plus transparentes et plus responsables demeurent essentiels pour poser les fondements de l'unité, de la sécurité et de l'avenir démocratique du pays. Je condamne les pressions constantes exercées par des acteurs armés sur les institutions souveraines de la Libye et salue l'action soutenue de l'ONU, de la communauté internationale et des États Membres, menée en coordination étroite avec les institutions libyennes compétentes, afin d'en identifier les auteurs et de les faire répondre de leurs actes par l'engagement de poursuites pénales et l'application de sanctions internationales.

74. Conformément au souhait exprimé par les Libyens, la MANUL organisera une conférence nationale début 2019 en vue de mettre fin à la phase de transition politique et d'unifier le pays. À mon sens, cette conférence sera l'occasion de dégager un consensus national pour sortir de l'impasse créée par ceux qui portent atteinte aux droits et aux intérêts des citoyens libyens en vue de maintenir le statu quo. J'encourage vivement la classe politique libyenne et les institutions en place à tirer parti de la conférence pour adopter des projets de loi en vue des élections. L'ONU continuera de soutenir les préparatifs techniques afin de faciliter le bon déroulement des élections. Je demande une fois de plus à toutes les parties en Libye d'honorer leurs engagements afin de veiller à ce que les bonnes conditions soient mises en place.

75. Je me réjouis de ce que les trois élections démocratiques aux conseils municipaux de 2018 se sont bien déroulées. Je prends note des préoccupations exprimées concernant l'adoption de nouveaux textes réglementaires portant modification du système électoral pour les élections municipales et j'invite le Gouvernement d'entente nationale à tenir des consultations associant toutes les parties avant d'appliquer quelle que disposition que ce soit. Je demande au Gouvernement d'entente nationale de faire en sorte que la Haute Commission électorale nationale et le Comité central des élections municipales soient dotés de ressources budgétaires suffisantes pour leur permettre d'aider à organiser des élections crédibles.

76. Je note avec satisfaction que le groupe de l'appui aux femmes et de l'autonomisation des femmes rattaché au Conseil de la présidence a commencé ses activités. Il s'agit d'une étape décisive pour toutes les Libyennes qui montre que le Gouvernement d'entente nationale est déterminé à promouvoir l'égalité des genres dans le pays. La promotion de l'égalité des genres et de la participation pleine et effective des femmes à la vie politique et économique en Libye est essentielle pour promouvoir la paix et la sécurité. Je demande de nouveau à tous les acteurs libyens d'appliquer la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité.

77. Je demeure préoccupé par la situation humanitaire en Libye. Je remercie les États Membres de leur contribution au Fonds de stabilisation pour la Libye et les encourage à contribuer au Plan d'aide humanitaire 2019 pour la Libye, qui doit permettre de venir en aide à 823 000 personnes dans le besoin.

78. Je demeure préoccupé également par les pertes en vies civiles, notamment lors des violences qui ont embrasé la capitale en août et en septembre. Je demande à toutes les parties au conflit de respecter pleinement le droit international humanitaire et de prendre toutes les précautions pour protéger les civils, s'abstenir de prendre pour cible des civils et des infrastructures civils et faire en sorte que les blessés et les malades, aussi bien les civils que ceux qui ont pris part aux hostilités, soient pris en charge, notamment en procédant à des évacuations médicales. Les installations médicales, le personnel médical et le matériel médical doivent être épargnés et protégés à tous moments. Je prie instamment le Gouvernement d'entente nationale de veiller davantage à ce que les responsables de crimes de guerre et d'autres violations graves du droit international des droits de l'homme soient traduits en justice dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales garantissant un procès équitable. J'engage également les autorités libyennes à coopérer pleinement avec la Cour pénale internationale, comme le prescrit la résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité, pour l'aider à rendre justice et à demander des comptes pour les crimes de droit international commis en Libye.

79. Je me félicite que la régularité du placement en détention des personnes retenues dans la prison de Mitiga à Tripoli ait fait l'objet d'un examen. J'espère que les personnes prenant part à cette initiative l'étendront à tous les lieux de détention en Libye et à tous les détenus, quelles que soient les accusations portées contre eux, pour que toutes les personnes détenues de manière arbitraire et sans fondement juridique puissent être remises en liberté. Je reste vivement préoccupé par l'ampleur des violations des droits de la personne et des mauvais traitements dont les détenus continuent d'être victimes et par la détention arbitraire prolongée de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui ne bénéficient pas des garanties d'une procédure régulière. Le Gouvernement libyen doit mettre en place des mesures de nature à garantir qu'aucun détenu ne risque de subir des actes de torture ni des mauvais traitements et puisse exercer son droit à une procédure régulière. Toutes les prisons doivent être sous le contrôle effectif de l'État et libres de toute influence ou pression de la part des groupes armés.

80. Je réaffirme la volonté de l'ONU de soutenir les Libyens dans tout le pays, comme le lui a demandé le Conseil de sécurité. À cet égard, je me félicite du retour du personnel de la Mission à Tripoli et ailleurs, grâce auquel la présence des Nations Unies en Libye est rétablie.

81. Je tiens une fois de plus à remercier sincèrement le Gouvernement népalais d'avoir fourni le personnel du groupe de gardes des Nations Unies. Je remercie également mon Représentant spécial, Ghassan Salamé, et le personnel des Nations Unies en Libye, pour le dévouement et l'ardeur à la tâche dont ils ont fait preuve à l'appui de la paix et de la sécurité dans ce pays.